

mondiale et qui, si elles ne provoquent pas de guerre, ne manquent jamais d'apporter de grosses commandes aux fabricants d'armements.

Il est de plus établi—je ne dirai pas qu'on en a la preuve, mais on prétend (et je ne sache pas que l'allégation ait été réfutée) que le renseignement qui nous a été fourni au sujet des armements de l'Allemagne n'était pas digne de foi, qu'il était faux et péchait par exagération. En ceci, je ne parle pas de science personnelle, mais je me fonde sur certain article publié par M. A.-G. Gardiner dans les colonnes du "Daily News and Leader", de Londres. Je signale à l'attention le paragraphe suivant de cet article :

L'affaire de M. Mulliner, des ateliers de la Coventry Ordnance, fit voir comment on s'y prenait. C'est M. Mulliner qui fut l'auteur, le véritable fauteur de la fameuse terreur panique de 1908-1909 ; c'est lui qui fournit au Parlement et aux journaux les éléments de cette agitation mémorable ; c'est lui dont le témoignage fut invoqué avec tant d'effet par M. Arthur Lee, M. Duke, M. Balfour et d'autres. C'est encore lui qui fut solennellement admis devant le cabinet —le cabinet anglais—pour le mettre au courant des faits et gestes de la maison Krupp, pour lui apprendre que cette maison employait les 38,000 ouvriers de plus dont parlait M. Lee—quand, en réalité, le nombre des ouvriers avait été restreint de 1907 à 1909 ; pour le mettre au fait de l'accélération de la construction des navires et du danger de cette fatale année 1912 où les Allemands, donnait-on à entendre, se proposaient d'en avoir bientôt fait avec l'empire britannique. Au sortir de cette importante entrevue, M. Asquith et M. McKenna annonçaient à la chambre des communes que l'Allemagne aurait 17 dreadnoughts en 1912 au lieu des 13 qu'elle avait projeté de construire ; et M. Balfour renchérisait en déclarant qu'il en aurait 21 et peut-être même 25. 1912 venue, les Allemands avaient terminé la construction de 12 dreadnoughts.

Ce renseignement fourni par M. Mulliner, des ministres l'ont communiqué aux communes anglaises, et nos adversaires ont suivi leur exemple en cette Chambre. Je n'accuse pas le premier ministre d'avoir voulu recourir à une supercherie en cette matière, mais je l'en accuserai s'il revient encore, quand nous avons de pareilles preuves sous les yeux, nous parler de circonstances critiques.

Le péril allemand, s'il a jamais existé, a disparu ; mais il est un autre péril, un autre danger beaucoup plus grave, un danger qui ne menace pas le sort de l'empire, mais qui ne peut manquer de faire des centaines de mille victimes parmi les sujets de Sa Majesté au Canada. En présence de ce danger, le Gouvernement, je dois le dire, a fait montre d'une singulière indifférence.

Au cours des quatre dernières semaines, le ministre des Finances a eu à deux reprises l'occasion de passer en revue la situation économique au Canada ; la première fois, c'était à Montréal, au banquet des voyageurs de commerce ; la seconde, à Gannanoque, dans sa propre circonscription électorale. A l'une et l'autre de ces occasions, il a déclaré que la situation financière du pays est absolument satisfaisante. A l'entendre, elle ne l'avait pas toujours été, mais au moment où il adressait la parole, elle l'était redevenue : il n'y avait plus de nuages à l'horizon, l'orage avait passé. Pour éviter toute méprise à l'égard du ministre des Finances, je citerai ses paroles telles qu'elles furent rapportées dans la "Gazette" de Montréal, journal auquel, j'imagine, il ne trouve pas à redire. D'après la "Gazette", il aurait dit à Montréal :

Notre pays a passé par sa période de jours sombres, et il s'en tirera bien. Je crois qu'au Canada comme en d'autres pays, la crise est venue et n'existe plus.

Au dire du ministre des Finances, la crise est venue et n'existe plus : la gêne a disparu et le Canada se retrouve en bonne situation. Ce langage ne me surprend pas, parce que nos adversaires proclamaient bien haut, il y a deux ans, quand la prospérité régnait partout, qu'il ne fallait rien changer à un état de choses satisfaisant. Il y a deux ans, le ministre des Finances préférait s'en tenir au statu quo, il ne voulait pas alors que l'on améliorât la situation ; à une époque de prospérité, il ne voulait pas d'amélioration à une situation satisfaisante, et aujourd'hui que le pays traverse des jours sombres, ni lui ni son parti ne consent à remédier à une situation mauvaise.

De l'aveu même de mon jeune collègue d'York (N.-B.) (M. McLeod), nous sommes arrivés à une époque difficile ; d'un autre côté, le peuple canadien me semble en être venu à la conclusion que les temps durs ne sont pas éloignés, puis que le Gouvernement s'est refusé, aux jours de prospérité, à améliorer une situation satisfaisante. Eh bien ! les temps durs sont arrivés. Lorsque le ministre des Finances déclarait la crise passée, il avait deux faits sous les yeux. C'est la première fois depuis 1897 que l'on entend parler de chômage au Canada. A l'heure actuelle, c'est chose bien connue que des maisons florissantes, établies depuis de longues années, réduisent le nombre de leurs employés, que certaines réduisent les heures de travail, tandis que d'autres réduisent à la fois le nom-